

2 février 2021 - Sud Ouest



A Moirax, deux propriétaires, dont les maisons sont placées sur le tracé, sont dans l'incapacité de les vendre. Le maire interpelle la Région

La réponse du berger à la bergère ? Il y a un peu de ça. Opposés sur le dossier du barreau de Camélat avec le président de Région Alain Rousset, les élus de l'Agglo d'Agen ont balisé un autre terrain de mésentente avec le patron de la Nouvelle-Aquitaine : la ligne ferroviaire à grande vitesse.

Le premier vice-président de la collectivité et maire de Moirax, Henri Tandonnet se pose en porte-parole de quelques-uns de ces administrés dont les maisons se situent sur le tracé de la ligne, au pied du coteau sur lequel est déployé le bourg. Des propriétaires sous le coup d'une expropriation mais dans l'incapacité de se séparer de leurs biens.

« Dans ces circonstances, personne ne s'y intéresse et les propriétaires n'ont plus le droit de les faire évoluer, résume l'édile. Et pourtant, nous avons sur la commune deux dossiers urgents, avec dans un cas, un couple dont la situation professionnelle s'est dégradée, et une dame tombée veuve dans l'autre... »

Pour ce type d'acquisitions, il existe pourtant un fonds d'anticipation, abondé par l'Etat, SNCF Réseau et les collectivités territoriales. Mais la manne, à hauteur de 28 millions d'euros en 2019, est tarie, selon Henri Tandonnet. Et à cette heure de remettre au pot, il fustige la position de la région Nouvelle-Aquitaine.

« L'Occitanie verse. La métropole de Toulouse aussi. Mais la collectivité d'Alain Rousset et Bordeaux Métropole n'ont rien donné depuis 2013. Ces fonds sont fléchés par un comité de pilotage pour les cas prioritaires à caractère social. Forcément, les dossiers du côté toulousain sont traités les premiers. Mais maintenant que le fonds est consommé, on demande au président de Région de prendre ses responsabilités, quitte à déplaire à ses amis écologistes. Je rappelle que le Lot-et-Garonne a versé 40 millions d'euros pour le tronçon Bordeaux-Tours. »

« **Plus d'argent** »

"Des propriétaires près de chez moi ont vendu mais moi depuis deux ans, rien ne bouge"

Henri Tandonnet a été sollicité par les familles concernées pour débloquer leurs dossiers. Brigitte Vignoli, dont l'habitation est plantée au beau milieu du fuseau, est de celle-ci. « Cette maison est bien trop grande pour moi. Rendez-vous compte, 235 m² de bâti sur 4000 m² de terrain. Des propriétaires près de chez moi ont vendu mais moi depuis deux ans, rien ne bouge. On me dit qu'il n'y a pas d'argent. Cette maison est une trop grosse charge pour moi seule », lance la sexagénaire depuis cette forme de confinement. « Je veux partir, et si besoin, je prendrai un avocat. D'autres l'ont fait avant moi et SNCF a racheté leurs maisons. »

Le défaut d'argent. Le même argument a été opposé à son voisin qui vient de perdre son emploi. « Je suis complètement perdu. Je suis obligé de vendre cette maison, depuis 2015. J'y ai élevé mes enfants mais maintenant je veux partir. » Il lui faudra faire preuve de patience.

La Région est fidèle à sa position sur ce dossier. « La Nouvelle-Aquitaine n'abonde plus ce fonds depuis 2016. » Le sujet avait fait l'objet de négociations d'entre deux tours conclues entre la liste conduite alors par le Président et celle d'EELV. « Cela ne remet pas en cause les acquisitions foncières puisque ce fonds est financé par l'Etat, SNCF Réseau, la Région Occitanie et Toulouse Métropole », conclut la collectivité.